

Information des personnes concernées par l'enquête usagers

La Communauté de Communes du Haut-Poitou attache la plus grande importance au respect de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel.

Cette enquête fait l'objet d'un traitement de données à caractère personnel sur la base d'une mission d'intérêt public (cf. article 6.1.e du RGPD). Ce traitement a pour finalités :

- L'obtention des informations nécessaires à la fourniture et à la livraison des bacs roulants de collecte des déchets ;
- La connaissance des pratiques de tri et des contraintes éventuelles de l'habitat ;
- La distribution des cartes de déchetterie.

Les données collectées auprès de l'utilisateur sont :

- Date et heure de passage de l'enquêteur ;
- Nom et prénom de l'utilisateur ;
- Adresse postale et mail, n° de téléphone ;
- Coordonnées précises du propriétaire ou de l'agence si locataire ;
- Nombre de personnes composant le foyer ;
- Les références de la carte de déchetterie et/ou du QR code associé.

Par ailleurs, le traitement fait l'objet d'une politique de minimisation de la collecte des données.

La conservation de ces données ne peut excéder 5 ans après le dernier contact avec l'utilisateur.

Les destinataires des données sont les agents de la Communauté de Communes du Haut-Poitou ainsi que le personnel de la société prestataire de l'enquête dans le cadre de leurs attributions.

Ce traitement ne fait pas l'objet de transferts de données hors Union Européenne, ni d'une prise de décision automatisée.

Vous pouvez accéder aux données vous concernant et en demander la rectification. Pour des motifs légitimes, vous pouvez vous opposer et limiter le traitement de vos données.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données, vous pouvez contacter la Communauté de Communes du Haut-Poitou :

- Par mail : contact@cc-hautpoitou.fr
- Par courrier postal : Communauté de Communes du Haut-Poitou – 10 avenue de l'Europe – 86170 Neuville-de-Poitou

Une réponse vous sera donnée dans le délai légal de 1 mois à partir de la réception de votre demande.

Si vous estimez, après nous avoir contacté, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés ou que le traitement n'est pas conforme à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL.